



**LETTRE OUVERTE DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
ENVIRONNEMENTALE ET DES DROITS DE L'HOMME, ADRESSEE AUX
PRÉSIDENTS YOWERI MUSEVENI DE L'UGANDA ET FELIX TSHISEKEDI DE
LA RDC**

Appel à éviter la nouvelle série d'attribution des licences d'exploration pétrolière dans les écosystèmes sensibles du Rift Albertin.

20 Mai 2019

Excellences,

Nous, organisations de la société civile environnementale et des droits de l'homme de l'Ouganda et de la République démocratique du Congo, appelons votre gouvernement, par l'intermédiaire des ministères de l'Énergie et des Hydrocarbures en Ouganda et en RDC, à éviter la nouvelle série d'attribution des licences d'explorations pétrolières dans les écosystèmes sensibles du Rift Albertin.

Excellences, le 10 avril 2019, Hon. Irene Muloni, ministre de l'Énergie et du Développement minier (MEMD) de l'Ouganda, a informé à Kampala, que le pays lancera une deuxième série de licences d'exploration pétrolière en mai 2019 pour cinq (5) blocs d'explorations couvrant une distance totale de 1 200 kilomètres carrés dans le Rift Albertin. L'un des blocs pétroliers dont l'octroi de licence est prévu est le bloc pétrolier Ngaji, qui fait partie d'un écosystème sensible et qui n'a pas été pris au piège lors de la première série de licences d'exploration, en raison de la pression publique exercée sur les sociétés pétrolières.

D'autre part, l'hon. John Kwet-Mwen Kwet, ministre des Hydrocarbures de la RDC, semble avoir lancé l'appel d'offre pour l'exploration pétrolière dans les trois bassins sédimentaires couvrant 21 blocs pétroliers, dont 50 000 km dans le bassin du Rift Est, dans le Graben Albertin.

Excellences, nous notons avec inquiétude que le cycle de licences d'exploration pétrolière prévu et en cours en Ouganda et en RDC doit avoir lieu dans et autour du Graben Albertin, qui est un écosystème sensible d'importance nationale et internationale.

En rappel, le Graben Albertin abrite le Parc National des Virunga, dans l'Est de la RDC, classé au patrimoine mondial de l'UNESCO et héberge 43% des espèces d'oiseaux d'Afrique, 27% des mammifères d'Afrique et plus de 10% de ses reptiles, amphibiens, et des plantes en plus de plusieurs espèces rares et en voie de disparition qui n'existent nulle part ailleurs dans le monde.

Le Graben Albertin abrite également le Parc National Queen Elizabeth et le lac Edouard en Ouganda, qui sont partagés entre nos pays. Le Parc National Queen Elizabeth en Ouganda est également classé réserve de l'humanité et de la biosphère par l'UNESCO, tandis que le lac Edouard est classé comme site RAMSAR. .



Les écosystèmes susmentionnés jouent également un rôle important dans la stabilité climatologique et l'absorption de carbone et aident des millions de personnes en leur fournissant de la nourriture, de l'eau douce et des revenus provenant de l'agriculture, de la pêche et du tourisme.

Permettre l'exploration et l'exploitation pétrolières dans ces écosystèmes aura non seulement un impact négatif sur la biodiversité mais aussi sur les communautés qui en dépendent pour survivre, en particulier en Afrique où les activités pétrolières ont continué de causer une dégradation de l'environnement, des violations des droits de l'homme et des conflits alimentant d'exécutions extrajudiciaires, entre autres.

Il est également important de noter que les gouvernements ougandais et de la RDC sont tous deux signataires de la Convention de RAMSAR et des conventions de l'UNESCO sur la conservation, qui préconisent la conservation appropriée des sites du patrimoine mondial situés sur leur territoire.

Ces conventions obligent tous les pays signataires à s'engager à éviter toute activité susceptible de dégrader directement ou indirectement le patrimoine culturel et naturel de ces sites et si l'exploration pétrolière était entreprise dans ces zones et d'autres écosystèmes sensibles, ce serait un abus de leur engagement.

En tant que chefs d'États, c'est votre noble démarche que de veiller à ce que nos pays respectent les engagements que nous avons pris en permettant des activités de prospection pétrolière dans ces écosystèmes sensibles.

En outre, Excellences, l'Ouganda et la RDC sont tous deux signataires de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, entré en vigueur à la 21e Conférence des parties (COP) à Paris, en France. L'accord appelle tous les pays signataires à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à limiter la hausse de la température mondiale à moins de 2 degrés centigrades ou à un niveau préindustriel de 1,5.

Ces engagements vous obligent à veiller à ce que toutes les activités entraînant la génération et le rejet d'émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère soient limitées et pour lesquelles l'exploration et la production de pétrole sont le plus grand générateur de ces gaz.

En effet, le rapport 2018 du Groupe intergouvernemental sur le changement climatique (GIEC) a appelé tous les pays membres de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) à réduire davantage leurs émissions au-delà des engagements pris dans les contributions déterminées au niveau national si l'objectif 2030 est d'être atteint. L'Ouganda et la RDC sont tous deux membres du GIEC et c'est notre devoir moral de respecter nos engagements.

En outre, l'évaluation mondiale de la Plateforme Intergouvernementale Scientifique et Politique sur la Biodiversité et les Services Ecosystémiques (IPBES) met en garde contre le déclin



dangereux de la nature avec plus de 1.000.000 d'espèces menacées de disparition, soulignant que les réponses mondiales actuelles sont insuffisantes. Nous avons besoin de «changements transformateurs» pour restaurer et protéger la nature. Nous ne pouvons pas continuer à détruire notre terre et notre patrimoine naturel et ne pas payer les conséquences, notre "filet de sécurité" qui soutient la vie est fragilisé presque à un point de rupture. Nous exhortons la RDC et l'Ouganda à aller au-delà de leurs intérêts particuliers et à choisir un bien public plus large, le bien-être de l'humanité.

Excellences, L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature, qui compte plus de 200 Etats et agences gouvernementales, dont le Uganda Wildlife Authority, et 1.000 membres d'ONG, ont adopté plus de 1.200 résolutions depuis la création de l'Union en 1948. Ces résolutions ont eu une influence sur les politiques nationales et internationales de conservation de la nature, y compris sur les questions relatives aux peuples autochtones, au genre et à la reconnaissance de la conservation en tant que partie intégrante des droits de l'homme, en plus de la conservation des espèces menacées et des zones protégées et de la conception d'approches efficaces qui soient désormais des normes mondiales.

Lors du dernier Congrès Mondial de la Nature de l'UICN en 2016, les membres de l'UICN ont adopté une recommandation *«appelant les gouvernements à interdire les activités industrielles et le développement des infrastructures nuisibles à l'environnement dans toutes les catégories d'aires protégées de l'UICN, et à prendre des mesures pour assurer la compatibilité de toutes ces activités avec les objectifs de conservation de ces zones, par le biais de processus d'évaluation préventive appropriés, transparents et rigoureux, tels que les évaluations internationales des meilleures pratiques en matière d'impact environnemental et social, les évaluations environnementales stratégiques et la réglementation appropriée»*. Autoriser les activités pétrolières dans les zones écosensibles serait contraire à ceci et à d'autres résolutions.

En outre, le Graben Albertin, où doit se dérouler la nouvelle exploration pétrolière, constitue un écosystème diversifié qui génère pour nos pays d'énormes revenus grâce au tourisme qui soutient nos économies tout en promouvant la conservation. Par exemple, les estimations de 2017 du World Wide Fund International indiquent que si le parc national des Virunga est géré de manière durable, le tourisme générera plus de 235 millions de dollars par an pour le gouvernement de la RDC grâce à un tourisme bien supérieur à celui que générerait l'industrie pétrolière.

De plus, Excellences, l'exploration et la production de pétrole dans le monde ont des conséquences néfastes sur les communautés locales et les communautés d'accueil, notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées et d'autres victimes du déplacement massif de communautés de leurs terres, du défrichage qui affecte l'agriculture et les moyens de subsistance des communautés et autres.

Toutes ces activités laissent les communautés dans une situation pire qu'avant la découverte de pétrole dans leurs régions et restent un fardeau pour les États.



Enfin, Excellences, l'exploration et l'exploitation pétrolières ne peuvent coexister avec la conservation et la protection de la nature. Le parc national de Murchison Falls (MFNP) est un exemple clair de la manière dont des écosystèmes critiques sont détruits en permettant des activités pétrolières polluantes et des infrastructures pétrolières dans des zones hautement écosensibles, menaçant la survie des espèces en danger et la biodiversité en général.

Vos Excellences, nous voudrions également vous rappeler que l'Ouganda et la RDC ont la chance de disposer d'un énorme potentiel d'énergies renouvelables sous forme solaire, éolienne, géothermique et autres qui offrent de meilleures alternatives au pétrole tout en préservant l'environnement.

Si nous investissions dans nos énergies renouvelables plutôt que dans le pétrole, nos pays prospéreraient.

Recommandations

Au vu de ce qui précède, les organisations de la société civile de l'Ouganda et de la RDC, défenseurs de l'environnement et des droits de l'homme, ont formulé les recommandations suivantes:

Au Président Ougandais

- Ordonner immédiatement au ministre de l'Énergie et du Développement minier d'arrêter tout projet de mener des activités d'exploration pétrolière dans les écosystèmes sensibles du Graben Albertin, notamment le bloc de pétrole de Ngaji et d'autres sites de l'UNESCO et de RAMSAR.
- Pour annuler indéfiniment tout projet de concession sous licence de bloc pétrolier Ngaji dans le parc national Queen Elizabeth en raison de sa sensibilité et de sa contribution aux avantages sociaux et culturels pour les communautés.
- Travailler avec le gouvernement de la RDC pour harmoniser les lois sur les hydrocarbures et les lois connexes en matière de conservation et de partage des avantages des ressources naturelles avant l'ouverture de tout nouveau processus d'exploration dans les écosystèmes partagés d'Albertine Graben.

Au Président de la RDC

- Demander immédiatement au ministère des Hydrocarbures d'arrêter les efforts en cours pour octroyer des licences sur des écosystèmes sensibles, notamment le Bloc V et d'autres sites de l'UNESCO tel que le Parc national de la Salonga et RAMSAR comme le bassin de la Lufira.
- Mettre un terme au processus d'appel d'offres en cours et collaborer avec le gouvernement ougandais afin d'harmoniser les lois sur les hydrocarbures et les lois connexes en matière



de conservation et de partage des avantages des ressources naturelles dans le Graben Albertin.

Aux Présidents de l'Ouganda et de la RDC

- Respecter l'engagement national et international de lutter contre le changement climatique et amplifier les engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre conformément aux objectifs et engagements mondiaux.
- Promouvoir le tourisme en tant que moteur du développement économique durable et des moyens de subsistance des communautés.
- Investissements prioritaires dans les énergies renouvelables pour promouvoir le développement durable de nos économies.
- Adopter une gestion intégrée et des approches intersectorielles tenant compte des compromis entre la production alimentaire et énergétique, les infrastructures, la gestion de l'eau douce et des côtes et la conservation de la biodiversité.

Nous vous remercions.

Les signataires.

No.	Nom des Organisations	Pays
1.	Africa Institute for Energy Governance (AFIEGO)	Ouganda
2.	National Association of Professional Environmentalists (NAPE)	Ouganda
3.	Guild Presidents' Forum on Oil Governance (GPFOG)	Ouganda
4.	World Voices Uganda (WVU)	Ouganda
5.	South Western Institute for Policy and Advocacy (SOWIPA)	Ouganda
6.	Kasese Consortium on Climate Change Adaptation and Biodiversity Conservation (CABIC)	Ouganda
7.	Green Organisation Africa (GOA)	Ouganda
8.	Innovation pour le Développement et la Protection de l'Environnement, (IDPE)	RD Congo
9.	Association des Mamans pour la Lutte contre le Traumatisme (A.M.A.L.U.T)	RD Congo
10.	Fédération des Comités des Pêcheurs Individuels du Lac Edouard, (FECOPEILE)	RD Congo



11.	Alerte Congolaise pour l'Environnement et le Droit de l'Homme, (ACEDH)	RD Congo
12.	Green Journalist Network, GJN	RD Congo
13.	Societe civile forces vives de la Republic Democratique du Congo	RD Congo
14.	Synergie des Vanniers Ami de la Nature, (SVAN)	RD Congo
15.	Synergie des Ecologistes pour la Paix et le Développement, (SEPD)	RD Congo
16.	Forum Global de Chercheurs d'Alternatives, (FGCCA)	RD Congo
17.	Programme d'Intégration et Développement du Peuple Autochtones Pygmées, (PIDP)	RD Congo
18.	Forum des Engagés pour le Développement Durable, (FORED)	RD Congo
19.	Bureau d'Études et d'appui au Développement du territoire de Walikale, (BEDEWA)	RD Congo
20.	Grande Action pour le Développement, (G.A.D)	RD Congo
21.	Forêts Communautaires pour le Développement Rural, (FOCODER)	RD Congo

En solidarité avec les signataires :

1.	350.org	Afrique
2.	African Conservation Foundation - International	International
3.	Arcus Foundation	Royaume-Uni
4.	Bob Brown Foundation	Australie
5.	eCountability	Royaume-Uni
6.	EcoNexus	Royaume-Uni
7.	ERA/Friends of the Earth	Nigeria
8.	Friends of the Earth	Togo
9.	Friends of the Siberian Forests	Russie
10.	Friends of the Earth International	International
11.	GAIA	UK



12.	Global Witness	Royaume-Uni
13.	Groundwork	Afrique du Sud
14.	IUCN National Committee of the Netherlands Foundation	Pays-Bas
15.	Kate Brooks	Réalisatrice Film
16.	Marc Ona Essangui - Secrétaire Exécutif Brainforest et Prix Goldman 2009	Gabon
17.	Milieudefensie (Friends of the Earth)	Pays-Bas
18.	Pro Natura (Friends of the Earth)	Suisse
19.	Rainforest Foundation Norway	Norvège
20.	Synchronicity Earth	Royaume-Uni
21.	Zoological Society of London	Royaume-Uni
22.	WILD Foundation	Etats Unis